

AVENANT N°

/ MEF du
(ENR25200992AC-2)

à la convention de concession relative à la délégation du service public de l'électricité sur l'atoll de Makemo

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications ;
Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;
Vu la loi du pays n° 2009-21 du 7 décembre 2009 modifiée relative au cadre réglementaire des délégations de service public de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
Vu la convention de concession n° 6768 du 20 septembre 2023 relative à la délégation du service public de l'électricité sur l'atoll de Makemo,

ENTRE :

La Polynésie française, pour le compte de la Direction polynésienne de l'énergie, représentée par le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications Monsieur Warren DEXTER, ci-après désigné « l'autorité concédante »,

d'une part,

ET :

La société par actions simplifiée à associé unique ELECTRICITE DE POLYNESIE, au capital de 5.000.000 XPF, dont le siège social est à Puurai - siège social d'EDT - BP 8021 - 98702 Faa'a, immatriculée au Registre du Commerce de Papeete sous le numéro TPI 21 177 B, numéro TAHITI E24750, représentée par son Directeur général, Monsieur Thierry LEHARTEL, ci-après désignée « le concessionnaire »,

d'autre part,

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE

Les Parties ont conclu en date du 20 septembre 2023 une convention de concession relative à la délégation du service public de l'électricité sur l'atoll de MAKEMO, entrée en vigueur à compter du 1^{er} octobre 2023 pour une durée de 25 ans, ci-après « la Convention ».

Après un peu plus d'une année d'exécution de la Convention, il est apparu nécessaire aux Parties d'apporter par avenant certaines modifications, visant principalement à :

- Convenir des modalités de financement du projet de centrale hybride à réaliser par le concessionnaire, en raison d'un coût supérieur au budget initialement prévu et à l'obtention de la subvention du Fonds de Transition Energétique ;
- Revoir les besoins de renouvellement des branchements et comptages sur la durée de la Convention, suite au remplacement des compteurs au début de contrat en raison de l'incompatibilité des systèmes de gestion ;
- Clarifier la rédaction contractuelle de certaines dispositions du Cahier des charges.

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er. - Objet

Le présent avenant 1 porte modification des clauses du Cahier des charges de la convention de concession relative à la délégation du service public de l'électricité sur l'atoll de MAKEMO, applicable aux rapports contractuels entre les Parties.

Il a pour objets :

- De convenir des modalités de financement du projet de centrale hybride à réaliser par le concessionnaire au travers d'une augmentation du montant prévu au fonds de travaux et l'introduction d'une indemnité de fin de contrat ;
- De revoir les besoins de renouvellement des branchements et comptages sur la durée de la Convention ;
- De clarifier la rédaction contractuelle de certaines dispositions du Cahier des charges.

Article 2. - Modification de l'article 6.1 du Cahier des charges de la convention

Afin de financer les coûts supplémentaires de réalisation d'une unité de production d'énergie électrique d'origine renouvelable couvrant a minima 50% des besoins de l'atoll en électricité, et au vu de la subvention du Fonds de Transition Energétique octroyée en-dessous du montant sollicité, les Parties conviennent d'augmenter le montant du fonds de travaux défini à l'article 6.1 « Travaux de remise en conformité » du Cahier des charges, et de mettre en place une Indemnité de Fin de Contrat sur la valeur non amortie des ouvrages.

Le montant du fonds de travaux est révisé. L'alinéa 3 de l'article 6.1 est modifié ainsi qu'il suit : les mots « 189.527.518 francs pacifiques » et « 7.581.101 francs pacifiques » sont remplacés par les mots « 211.812.323 francs pacifiques » et « 8.472.493 francs pacifiques » respectivement.

Sont insérés, avant le dernier alinéa, les alinéas suivants :

« En ce qui concerne les travaux de réalisation d'une nouvelle centrale hybride, les Parties conviennent :

- Que le coût total du projet est réduit de la subvention versée par l'Etat au titre du fonds de transition énergétique. Le solde correspondant au « montant net restant à financer » ;
- Si le montant net restant à financer pour cette opération est inférieur à 113.554.700 francs pacifiques hors taxes, le concessionnaire finance la totalité du montant net au travers du fonds de travaux ;

- Si le montant net restant à financer pour cette opération est compris entre 113.554.700 et 130.903.200 francs pacifiques hors taxes, les Parties conviennent de la mise en place d'une Indemnité de Fin de Contrat sur la Valeur non amortie des ouvrages, calculée sur une durée d'amortissement linéaire de 25 ans à compter de la date de mise en service. Le concessionnaire finance au travers du fonds de travaux, un montant net maximal de 113.554.700 francs pacifiques hors taxes pour cette opération. »

Article 3. - Modification de l'article 6.4.2 du Cahier des charges de la convention

Au premier alinéa de l'article 6.4.2 « Fonctionnement du compte » de renouvellement, le montant de la dotation annuelle de renouvellement de « 6.551.088 francs pacifiques » est remplacé par « 6.803.588 francs pacifiques ».

Après le quatrième alinéa, est ajoutée la ligne suivante : « Toute subvention ou toute défiscalisation ou tout autre mécanisme d'aide à l'investissement, qui contribue à la réalisation des opérations de renouvellement, fera l'objet d'une dotation au crédit du compte de renouvellement. »

Article 4. - Modification de l'article 12.1.1 du Cahier des charges de la convention

Conséquence de l'augmentation des montants du fonds de travaux et du programme de renouvellement, au premier alinéa de l'article 12.1.1 « Composante RE », la valeur initiale de « 57 261 833 francs pacifiques » est remplacée par la valeur « 58 425 917 francs pacifiques ».

Le calcul de revalorisation du forfait RE comportant une erreur de rédaction, le troisième alinéa de l'article 12.1.1 « Composante RE » est remplacé par :

« $RE_n = RE_{n-1} * (1 + (0,5 \text{ IPC} + 0,5 \text{ PSD}) + 0,5\%)$ »

Article 5. - Modification de l'article 35 du Cahier des charges de la convention

Au deuxième alinéa de l'article 35 « Clause générale de révision du cahier des charges », les termes « pourront être soumis à réexamen » sont remplacés par : « seront soumis à réexamen ».

Article 6. - Modification des annexes 3, 4 et 5 du Cahier des charges de la convention

Les annexes 3 « Compte d'exploitation prévisionnel du contrat », 4 « Programme de renouvellement » et 5 « Programme annuel d'investissements du concessionnaire », mentionnées aux articles 6.1, 6.4 et 43 du Cahier des charges, sont remplacées par les documents annexés au présent avenant, et en font partie intégrante.

Article 7. - Autre disposition

Toutes les dispositions de la Convention et de son Cahier des charges non contraires à celles du présent avenant restent en vigueur, et constituent la loi des Parties pour l'exécution de la concession.

Article 8. - Enregistrement et nombre d'exemplaires

Le présent avenant est établi, au jour de la signature, en 2 exemplaires originaux. Il est exempt de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à , le

Fait à , le

Pour la société ELECTRICITE DE POLYNESIE,
Le Directeur général ¹

Pour la Polynésie française
le ministre
de l'économie,
du budget et des finances,
*en charge des énergies,
des postes et télécommunications,*

Thierry LEHARTEL

Warren DEXTER

¹ Mention manuscrite « lu et approuvé » avant la signature